



Le paradoxe Le Pen

Jérôme Jaffré

► **To cite this version:**

| Jérôme Jaffré. Le paradoxe Le Pen. 2006. <hal-01063673>

HAL Id: hal-01063673

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01063673>

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

3^{ème} vague – Hiver 2006

LE PARADOXE LE PEN

Jérôme Jaffré

*Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à février 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.*

LE PARADOXE LE PEN

Jérôme JAFFRÉ



La troisième vague du Baromètre politique français, réalisée à la fin 2006, a introduit plusieurs questions sur l'impact de Jean-Marie Le Pen et du Front national, qui permettent de développer l'analyse sur deux dimensions essentielles : quelle est aujourd'hui l'acceptation de Jean-Marie Le Pen dans la vie politique ? Quel est son impact électoral, ses limites et ses réserves possibles ?

L'analyse des résultats fait apparaître un paradoxe. L'impact idéologique du lepénisme est important, proche sans doute des plus hauts niveaux qu'il ait connus depuis son émergence en 1983 ; son acceptation dans la vie démocratique du pays connaît une progression spectaculaire. Et, malgré cela, Jean-Marie Le Pen n'est pas assuré, à quatre mois du premier tour, de rééditer sa performance électorale de 2002 où il avait obtenu 17% des suffrages exprimés et, si l'on ajoute les voix de Bruno Mégret, 19% des suffrages qui étaient allés à l'extrême droite.



L'impact du lepénisme : 1 français sur 4 est plus ou moins lepéniste, 1 français sur 2 reste un anti-lepéniste absolu.

Pour mesurer l'impact du lepénisme, deux questions ont été introduites. La première concerne l'accord sur les idées : « *Diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen ?* ». La seconde porte sur la probabilité du vote : « *Est-ce qu'il est tout à fait probable, plutôt probable, plutôt pas probable ou pas probable du tout que vous votiez pour Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle ?* ». Les résultats ont permis d'établir une note de lepénisme en attribuant 3 points à chacune des réponses « tout à fait », 2 points à « plutôt », 1 point à « plutôt pas » et 0 point à « pas du tout ».

Tableau 1 : Les attitudes des Français à l'égard de J.M Le Pen

	L'accord sur les idées	La probabilité du vote
Tout à fait (3 points)	6	8
Plutôt (2 points)	23 } 29	11 } 19
Plutôt pas (1 point)	23	9
Pas du tout (0 point)	48	72
	100%	100%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Chaque interviewé s'est vu ainsi attribuer une note allant de 0 point (pas d'accord du tout avec les idées, vote pas probable du tout) à 6 points (tout à fait d'accord avec les idées, vote tout à fait probable). Les notes détaillées ont été regroupées pour étalonner les réponses de l'anti-lepénisme absolu au lepénisme affirmé.

Tableau 2 : La note de lepénisme des Français

	% des réponses	Groupe	% des réponses
6 points	4%	Lepénisme affirmé	} 9%
5 points	5%		
4 points	8%	Lepénisme partiel	} 15%
3 points	7%		
2 points	11%	Anti-lepénisme partiel	} 30%
1 point	19%		
0 point	46%	Anti-lepénisme absolu	46%
	100%		100%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

On constate que, si Jean-Marie Le Pen ne dispose dans l'électorat français que de 9% de soutiens totalement affirmés, le lepénisme, incluant les deux groupes qui lui accordent au moins trois points, touche un quart de l'électorat (24% exactement). En sens inverse, il faut noter la force de l'anti-lepénisme absolu qui caractérise près d'un Français sur deux (46%).

Le tableau 3 présente le détail des réponses par catégories, permettant d'isoler les points forts du lepénisme et la zone d'anti-lepénisme absolu.

Tableau 3 : La note de lepénisme dans différentes catégories de la population

	Anti-lepénisme absolu	Anti-lepénisme partiel	Lepénisme partiel	Lepénisme affirmé	Sous-total Lepénisme
Age					
18 - 24 ans	61%	25%	10%	4%	14%
25 - 34 ans	49%	28%	14%	9%	23%
35 - 49 ans	46%	31%	14%	9%	23%
50 - 64 ans	38%	32%	19%	11%	30%
65 ans et plus	44%	32%	15%	9%	24%
Profession de l'interviewé					
Agriculteurs	31%	41%	18%	9%	27%
Commerçants, artisans	31%	31%	22%	15%	37%
Cadres supérieur, professions libérales	58%	27%	10%	5%	15%
Enseignants	72%	16%	9%	3%	12%
Professions intermédiaires	51%	31%	11%	6%	17%
Employés	44%	32%	16%	8%	24%
Ouvriers	39%	29%	18%	13%	31%
Étudiants, lycéens	65%	26%	6%	3%	9%
Niveau de diplômes					
Sans diplôme, CEP	39%	31%	17%	12%	29%
BEPC, CAP, BEP	42%	32%	16%	10%	26%
Baccalauréat	53%	29%	13%	5%	18%
Niveau bac + 2	51%	32%	13%	4%	17%
Enseignement supérieur	73%	19%	5%	3%	8%
Régions					
Nord	40%	31%	18%	11%	29%
Ouest	51%	28%	13%	7%	20%
Sud-ouest	48%	32%	9%	8%	17%
Sud-est	42%	29%	19%	10%	29%
Centre	43%	32%	16%	8%	24%
Est	41%	33%	17%	10%	27%
Île de France	52%	29%	12%	7%	19%

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.

L'anti-lepénisme absolu est étroitement corrélé au niveau culturel des interviewés et à leur niveau social. Ce sont les catégories intellectuelles (enseignants, étudiants) qui lui sont le plus hostiles ainsi que, public beaucoup plus large, les diplômés de l'enseignement supérieur (à 73%). Les cadres supérieurs et professions libérales se montrent également très rétifs. Selon l'âge, les 18-24 ans - nouveaux électeurs présidentiels depuis 2002 à proportion des deux tiers - constituent la seule tranche d'âge où l'anti-lepénisme convaincu dépasse la majorité absolue des réponses, de surcroît très nettement (61%). Géographiquement, l'Ile de France, à haut niveau intellectuel, et l'Ouest, de tradition démocrate-chrétienne, sont les plus hostiles au lepénisme.

Le pro-lepénisme affirmé ou partiel touche presque un quart des Français mais dans aucune des catégories étudiées ici il ne dépasse 40% des réponses. **Il s'en approche parmi les commerçants, artisans et chefs d'entreprise (37%). Son score, selon les tranches d'âge, atteint son maximum parmi les 50-64 ans, traduisant un certain vieillissement, vingt-trois ans après son émergence. Le lepénisme reste fort parmi les ouvriers (31%).** Et, conformément à son implantation électorale, les trois régions qui lui sont le plus favorables sont le Nord, le Sud-est (29% chacune) ainsi que l'Est (27%).

Analysée selon l'intention de vote et l'intérêt pour la politique, la mesure de la note de lepénisme est également éclairante :

Tableau 4 : La note de lepénisme selon les catégories politiques

	Anti-lepénisme absolu	Anti-lepénisme partiel	Lepénisme partiel	Lepénisme affirmé	Sous-total Lepénisme
Intention de vote présidentielle					
Extrême gauche (A. Laguiller, O. Besancenot, M-G Buffet)	67%	23%	7%	3%	10%
S. Royal	67%	26%	5%	2%	7%
F. Bayrou	55%	33%	12%	0%	12%
N. Sarkozy	30%	42%	22%	6%	28%
Ph. de Villiers	10%	28%	50%	12%	62%
J-M Le Pen	0%	3%	34%	63%	97%
Intérêt pour la politique					
Beaucoup	57%	24%	10%	9%	19%
Assez	49%	30%	14%	7%	21%
Peu	43%	33%	16%	9%	25%
Pas du tout	37%	30%	20%	13%	33%

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.

Sur la note de lepénisme, la graduation est parfaite selon le niveau d'intérêt pour la politique, avec une distinction majeure entre les électeurs les plus politisés - en nette majorité très hostiles - et les électeurs les moins politisés qui lui sont favorables jusque dans la proportion d'un tiers. Entre les électeurs de gauche, très hostiles aux deux tiers, et les électeurs de droite, la coupure est forte. Mais les différences sont grandes entre les trois candidats de la droite et du centre. **Le lepénisme affirmé ou partiel touche 62% des électeurs de Philippe de Villiers, 28% des électeurs de Nicolas Sarkozy et cette proportion tombe à 12% parmi les électeurs de François Bayrou.** Face au lepénisme, les électeurs du président de l'UDF ont des attitudes plus proches des soutiens de Ségolène Royal que des soutiens de Nicolas Sarkozy.



Dans l'opinion publique, Jean-Marie Le Pen a gagné la bataille de ses droits politiques

Le Baromètre politique français a testé sur un certain nombre de critères le degré d'acceptation de la place du Front national, de son leader et de leur accession aux responsabilités politiques. Encore est-il nécessaire de s'accorder sur le sens des mots. La question n'était pas de savoir s'il était souhaitable ou pas souhaitable que le FN réussisse telle ou telle chose mais si cela était jugé acceptable ou pas acceptable. **Il s'agit moins ici de mesurer une adhésion que de prendre la mesure de la normalité du Front national dans le jeu démocratique et politique.**

Sur les deux premiers items testés - l'acceptation de Le Pen candidat à la présidentielle et la présence de députés FN à l'Assemblée grâce à une dose de proportionnelle - près des deux tiers des Français répondent positivement. Ce résultat est acquis grâce au soutien très net des électeurs de la droite modérée mais il prend aussi appui sur la moitié environ des électeurs de gauche comme de ceux de l'extrême gauche.

Tableau 5 : L'acceptation de la présence du Front national dans le jeu politique

Jugeriez-vous acceptable ou inacceptable que:	Ensemble	Intention de vote au premier tour					
		Extrême gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Ph. de Villiers	J-M Le Pen
J-M Le Pen obtienne les 500 signatures pour être candidat							
Acceptable	63%	51%	48%	72%	70%	85%	96%
Inacceptable	37%	49%	52%	28%	30%	15%	4%
Le FN ait des députés grâce à une dose de proportionnelle							
Acceptable	61%	50%	46%	71%	69%	82%	93%
Inacceptable	39%	50%	54%	29%	31%	18%	6%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Après tant d'années de vie politique majoritaire et bipolaire, on peut lire ces résultats comme l'aspiration d'une partie très importante de l'opinion à un certain proportionnalisme où chaque camp, quel qu'il soit, se trouverait représenté. Cette aspiration accorde non seulement au FN le droit d'avoir son candidat à la présidentielle - il l'a d'ailleurs été déjà à quatre fois dans le passé - mais aussi celui de disposer d'une représentation à l'Assemblée nationale.

On prend la mesure de cette aspiration à une plus grande diversité de la vie politique dans les réponses des catégories que nous avons identifiées comme les plus anti-lepénistes. A l'exception des jeunes et des étudiants - partagés en deux parts presque égales - les catégories les plus cultivées, les plus aisées, les plus politisées – celles qui sont les plus réfractaires au lepénisme- acceptent très majoritairement (et même davantage que la moyenne des Français) la participation de M. le Pen à la présidentielle et même la présence de députés FN à l'Assemblée nationale ! **Leur anti-lepénisme compte désormais moins que leur aspiration à une représentation plus diversifiée de la vie politique.**

Tableau 6 : L'acceptation de la présence du Front national par les catégories les plus anti-lepénistes

	L'acceptation de la candidature de J-M Le Pen		L'acceptation de députés FN grâce à une dose de proportionnelle	
	Acceptable	Inacceptable	Acceptable	Inacceptable
Ensemble des interviewés	63%	37%	61%	39%
18 - 24 ans	51%	49%	43%	57%
Cadres supérieurs, professions libérales	72%	27%	69%	30%
Enseignants	69%	31%	68%	32%
Étudiants, lycéens	52%	48%	47%	53%
Diplômés de l'enseignement supérieur	70%	29%	62%	37%
S'intéressent beaucoup à la politique	72%	27%	72%	28%

N.B. Les pourcentages se lisent en ligne.



L'accession du Front national aux responsabilités politiques est jugée acceptable par la moitié des électeurs de la droite modérée.

Permettant d'aller plus loin que la simple représentation politique, deux autres items ont testé l'acceptation de la présence de ministres FN dans un gouvernement et celle d'un accord en bonne et due forme entre le FN et l'UMP pour les seconds tours des élections.

Tout en gardant à l'esprit que l'on a testé l'acceptation et non pas le souhait, on relève que **presque un Français sur deux (48 % exactement) jugerait acceptable la présence de ministres du Front national dans un gouvernement.** Le barrage politique opposé à l'extrême droite semble avoir perdu beaucoup de sa force puisqu'à la même question posée par la Sofres en 1997, 37 % seulement des personnes interrogées jugeaient acceptable une telle hypothèse. Le grand changement est que désormais la majorité absolue des sympathisants de l'UMP (55 %) accepte cette idée alors qu'en mars 1997, à la veille des élections législatives, seule une minorité (41 %) des sympathisants RPR faisait cette réponse.

Tableau 7 : L'évolution de l'acceptation de ministres FN depuis 1997

	BPF 2006		Rappel 1997 Sofres		Gain d'acceptabilité
	Acceptable	Inacceptable	Acceptable	Inacceptable	
Ensemble des interviewés	48%	52%	37%	56%	+ 11
Préférence partisane:					
Parti communiste	23%	77%	16%	80%	+ 7
Parti socialiste	29%	71%	23%	73%	+ 6
Verts	40%	60%	31%	64%	+ 9
UDF	48%	51%	35%	58%	+ 13
UMP/ RPR	55%	45%	41%	55%	+ 14
Front national	93%	7%	100%	0%	- 14

*N.B Les pourcentages se lisent en ligne.
Les résultats de l'enquête de 1997 ont fait l'objet d'une pondération politique pour pouvoir être comparés à ceux de 2006.*

Mesurée dans son principe- concernant profondément la vie démocratique du pays-, l'idée de ministres issus du Front national est désormais jugée acceptable par environ trois électeurs de gauche sur dix, par quatre électeurs sur dix de François Bayrou et par près de six électeurs sur dix de Nicolas Sarkozy ! En revanche, l'idée d'un accord pour les seconds tours des élections, point de passage pour ouvrir réellement la voie à la réalisation de cette hypothèse, n'est acceptée que par trois Français sur dix. Une légère majorité des électeurs de Nicolas Sarkozy (54 % contre 45 %) la refuse. Et 58 % des sympathisants UMP la jugeraient inacceptable.

Tableau 8 : L'acceptation de l'accession du FN à des responsabilités politiques

Jugeriez-vous acceptable ou inacceptable que:	Ensemble des interviewés	Intention de vote au premier tour					
		Extrême gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Ph. de Villiers	J-M Le Pen
Le FN ait des ministres dans un gouvernement							
Acceptable	48%	28%	29%	44%	58%	76%	95%
Inacceptable	52%	72%	71%	56%	42%	24%	5%
Il y ait un accord pour les seconds tours entre l'UMP et le FN							
Acceptable	33%	15%	15%	19%	45%	74%	81%
Inacceptable	67%	85%	85%	80%	54%	25%	19%

N. B. Les pourcentages se lisent en colonne.



Le refus de Le Pen président reste aussi fort qu'à l'occasion du second tour de 2002

Le dernier élément testé dans le Baromètre politique français porte sur l'acceptation ou non de l'éventuelle élection de Jean-Marie Le Pen à la présidence de la République. **Le résultat est sans ambiguïté et maintient de façon frappante le même score que celui enregistré le 5 mai 2002 au second tour de la présidentielle : 18 % des Français la jugeraient acceptable, 82 % inacceptable.**

Ainsi la reconnaissance de la représentation démocratique du Front National que nous avons relevée allant même jusqu'à une certaine normalité continue de buter sur le refus de principe de voir son président accéder à la magistrature suprême. 81 % des électeurs de Nicolas Sarkozy jugeraient cette hypothèse inacceptable et il se trouve jusqu'à 23 % des électeurs déclarés de Le Pen au premier tour de la présidentielle pour partager le même refus.

Tableau 9 : L'acceptation de l'accession de Jean-Marie Le Pen à la présidence de la République

	Ensemble des interviewés	Intention de vote au premier tour					
		Extrême gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Ph. de Villiers	J-M Le Pen
Acceptable	18%	10%	6%	6%	19%	44%	77%
Inacceptable	82%	90%	94%	92%	81%	55%	23%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

La taille de l'échantillon permet de comprendre où se situe le point de blocage de cette fraction de l'électorat lepéniste réfractaire à l'idée même de l'élection de son chef.

Tableau 10 : Les attitudes des électeurs de Jean-Marie Le Pen selon qu'ils accepteraient ou non son élection

	Acceptable	Inacceptable
Accord avec les idées de J-M Le Pen		
Tout à fait	45%	23%
Plutôt	50%	63%
Plutôt pas	3%	10%
Pas du tout	1%	4%
Jugent que J-M Le Pen n'est pas inquiétant		
Tout à fait	71%	43%
Plutôt	15%	23%
Plutôt pas	6%	23%
Pas du tout	8%	11%
Jugent que J-M Le Pen a l'étoffe d'un président de la république		
Tout à fait	42%	0%
Plutôt	36%	6%
Plutôt pas	16%	26%
Pas du tout	6%	67%

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Le point de blocage de cette fraction de l'opinion que l'on pourrait appeler « les lepénistes du 1^{er} tour, anti-lepénistes du second » ne réside pas dans un désaccord avec les idées du leader du Front national : 86 % d'entre eux y adhèrent. Et pour 66 % de ces électeurs, celui-ci n'est pas jugé inquiétant. **Le point de renversement se situe dans l'idée que Jean-Marie Le Pen n'a pas l'étoffe d'un président de la République.** 41 % de l'ensemble de ses électeurs déclarés du premier tour ne lui accordent pas cette qualité. Dans la fraction de ses propres troupes qui jugerait inacceptable son élection, le pourcentage monte à 93 % - 67 % estimant même qu'il ne l'a pas du tout ! Ce jugement n'empêche pas un vote de premier tour en sa faveur mais il l'interdit au second.



Encore assez bas dans les intentions de vote, Jean-Marie Le Pen dispose de réserves électorales

Signe d'une résistance électorale à la dilution du lépénisme dans la société politique française, 10 % seulement des électeurs interrogés par l'Ifop déclarent une intention de vote pour Jean-Marie Le Pen, 12 % si l'on raisonne sur les suffrages exprimés. Les résultats ne peuvent évidemment pas être lus comme une prévision puisqu'ils ont été mesurés quatre mois avant l'élection et que traditionnellement la poussée lépéniste, quand elle intervient, se produit dans la phase ultime de la campagne électorale.

Le score actuel reste cependant éloigné du résultat obtenu par le leader de l'extrême droite en 2002 (17 %). Il s'explique par le fait qu'il ne retrouve, selon l'enquête et en raisonnant sur les suffrages exprimés, que 59 % de ses électeurs de 2002, 28 % préférant à ce stade de la campagne porter leurs suffrages sur Nicolas Sarkozy.

Toutefois, Jean-Marie Le Pen dispose de réserves électorales dont on a tenté de prendre la mesure en faisant deux hypothèses, l'une minimale, l'autre maximale. La première est que tous les interviewés qui déclarent qu'il est « *tout à fait probable* » qu'ils voteraient le Pen mais ne lui apportent pas actuellement leurs suffrages finiront par le faire le jour du scrutin. La seconde ajoute à ce groupe, et dans les mêmes conditions, tous les interviewés qui déclarent une réponse « *plutôt probable* ». On peut ainsi recalculer les intentions de vote sur ces bases en ôtant aux autres candidats choisis ces suffrages potentiels du leader du FN. Ce qui permet de savoir à qui Jean-Marie Le Pen prendrait ces suffrages, s'il parvient le 22 avril prochain à les capter.

Tableau 11 : Le calcul des réserves électorales de Jean-Marie Le Pen

	Intentions de vote actuelles	Apport des « tout à fait probable » en faveur de Le Pen	Apport supplémentaire des « probable » en faveur de Le Pen	Effet minimal	Effet maximal
J-M Le Pen	12%	14%	21%	+ 2	+ 9
N. Sarkozy	31%	30%	26%	- 1	- 5
Ph. de Villiers	2%	2%	1%	=	- 1
F. Bayrou	9%	9%	9%	=	=
S. Royal	32%	31%	30%	- 1	- 2
Autres candidats de gauche	11%	11%	10%	=	- 1
Autres candidats	3%	3%	3%	=	=
	100%	100%	100%		

N.B. Les pourcentages se lisent en colonne.

Dans l'hypothèse minimale, Jean-Marie Le Pen reste en dessous des 15 %, ne gagnant de deux points, l'un au détriment de M. Sarkozy, l'autre au détriment de Mme Royal. En revanche, dans l'hypothèse maximale, M. Le Pen parviendrait à dépasser pour la première fois de sa carrière la barre des 20 %, avec 21 % des suffrages exprimés. Ce gain se ferait pour les deux tiers au détriment des candidats de la droite modérée (N. Sarkozy, P. de Villiers) et pour un tiers au détriment de la gauche.

Mais même dans ce cas, l'ordre d'arrivée du premier tour ne serait pas modifié, alors pourtant que Nicolas Sarkozy reculerait de cinq points. Une percée de M. Le Pen, au-delà de son score du 21 avril, qui ne s'accompagnerait pas d'une poussée de M. Bayrou, pourrait ne pas suffire à lui permettre de rééditer son exploit de 2002 : se qualifier au second tour.